

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement du Centre**

St Cyr en Val, le 20 janvier 2011

Unité territoriale du Loiret

INSTALLATIONS CLASSEES

Société LIGERIEENNE GRANULATS

Commune de JARGEAU

**Mise en service d'une installation mobile de
concassage criblage de produits béton**

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

La société LIGERIEENNE GRANULATS a été autorisée, pour une durée de 30 ans, à poursuivre et à étendre l'exploitation d'une carrière de sables et graviers et à poursuivre l'exploitation d'une installation de traitement de matériaux, aux lieux-dits « Les Boires de la Mothe » et « Les Boires de Pontvilliers » à JARGEAU.

Les activités de ce site sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral du 8 juin 1999 au titre des rubriques de la nomenclature des installations classées :

- n° 2510 pour l'exploitation de la carrière,
- n° 2515-1 pour l'installation de traitement,

l'activité de stockage des matériaux étant associée de fait conformément à l'article 4.3 de l'arrêté cité précédemment.

La superficie totale du site représente 63 ha 01 a 28 ca. Les parcelles cadastrales concernées sont identifiées à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral sus-visé :

- section AB n^{os} 29pp, 30 à 32, 33pp, 34pp, 35pp, 36 à 38, 41 à 43, 57, 88, 90, 92 et section AC n^{os} 80 et 82 (*pour la zone en renouvellement*),
- section AB n^{os} 16, 17, 26pp, 29pp, 49, 53pp, 54pp, 55pp, 58pp, 59pp, 60pp, 61pp, 62pp, 63pp, 64, 65, 70pp, 71pp, 72pp, 82pp, 83pp, 84, 87, 89, 91pp, 93pp (*pour la zone en extension*).

OBJET DE LA DEMANDE

Dans le cadre du développement de ses activités de recyclage, la société LIGERIEENNE GRANULATS souhaite offrir à ses clients un nouveau service de réception de matériaux inertes pouvant être recyclés et composés principalement de produits béton. La réintroduction de ces matériaux dans la filière BTP nécessite de les concasser, voire de les cribler.

C'est pourquoi, par transmission en date du 23 novembre 2010, parvenue à nos services le 13 décembre 2010 et complétée par mail du 20 janvier 2011, la société LIGERIEENNE GRANULATS sollicite l'autorisation de mettre en service un groupe mobile de concassage criblage de béton.

D'une puissance installée de 242 kW, cette unité permettra de traiter 10 000 t de béton par an, soit environ 6 000 m³. Le traitement des matériaux sera réalisé par campagnes ; elle fonctionnera dès lors que le volume de matériaux à recycler atteindra 5 000 tonnes.

D'une capacité de production de 250 t/h de produits finis, le groupe mobile, monté sur un chariot chenillé, est composé :

- d'un concasseur,
- d'un crible,
- d'une trémie d'alimentation, qui sera alimentée à l'aide d'une pelle ou d'une chargeuse,
- d'une convoyeur à bande.

Cet équipement sera implanté dans la parcelle cadastrée section AB 29, sur une aire de 2 500 m² dédiée aux opérations de recyclage (stockage et traitement), au niveau de la plate-forme des installations fixes, pour lesquelles toutes les mesures de protection appropriées ont déjà été prises pour réduire, voire supprimer les impacts liés aux activités exercées.

L'installation fonctionne de manière autonome avec un réservoir de fioul intégré. L'alimentation en carburant du moteur diesel sera assurée ponctuellement par un camion-citerne avec mise en place d'un bac de rétention amovible. Les engins utilisés pour l'alimentation de la trémie font l'objet d'un entretien régulier. Des extincteurs et des kits antipollution seront maintenus à disposition des opérateurs.

Le traitement des matériaux se faisant à sec, il n'y aura pas d'utilisation d'eau. Toutes les dispositions seront prises pour éviter l'émission et la propagation des poussières dues au fonctionnement de l'installation temporaire (abattage des poussières par humidification, arrosage des pistes).

Les produits finis issus du recyclage des déchets inertes sont des granulats de béton de différentes dimensions qui seront utilisés pour des travaux de terrassement, de voirie et réseaux divers et dans la production d'enrobés. Ils seront stockés au sol avant d'être utilisés sur des chantiers de travaux publics de la région orléanaise.

S'agissant du bruit, les dispositions fixées aux termes de l'arrêté préfectoral du 8 juin 1999 et de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 s'appliquent à cette installation. Cette installation fonctionnera dans une plage horaire limitée à la période de 7 h à 18 h ; il n'y aura pas d'activité de nuit, ni les week-ends et jours fériés. Les engins sont équipés d'avertisseurs sonores de basse fréquence (type « cri du lynx »).

Les émissions sonores de l'installation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel cité ci-dessus. Le niveau de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété de l'établissement est fixé aux termes de l'article 10.6 de l'arrêté préfectoral du 8 juin 1999 à 70 dB(A).

L'exploitant a mis en place une surveillance régulière des niveaux sonores émis par l'ensemble de ses installations, dont le dernier contrôle a eu lieu en 2008 ; l'examen des résultats obtenus et présentés à l'inspection sont conformes à la réglementation.

L'installation mobile se situera à 550 m des habitations les plus proches, celles du lieu-dit « La Motte ». Une modélisation acoustique des niveaux sonores prévisionnels prenant en compte le fonctionnement de l'installation mobile montre que les émergences seront conformes à la réglementation en vigueur.

Néanmoins, une mesure spécifique des émissions sonores de l'ensemble des installations devra être réalisée dès la mise en service de cet équipement. Les résultats correspondants devront être communiqués à l'inspection, accompagnés des commentaires de l'exploitant précisant les actions mises en œuvre en cas de dysfonctionnement avéré.

CONCLUSION ET PROPOSITIONS

La mise en service de ce groupe mobile ne modifiera pas le classement de ce site qui relève déjà du régime de l'autorisation, notamment au regard de la rubrique n° 2515 (*Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels*). La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de ces équipements restera globalement supérieure à 200 kW et passera de 960 kW à 946 kW, la diminution de la puissance installée s'expliquant par la suppression en 2008 de l'unité de broyage.

Cependant, compte tenu de l'évolution de la nomenclature des installations classées, il y a lieu de mettre à jour les activités de ce site tel qu'elles ont été définies à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 8 juin 1999 et pour lesquelles l'exploitant a précisé les volumes et/ou capacités exacts de chacune d'entre elles.

Par ailleurs, l'examen du plan cadastral joint à la demande fait apparaître que certaines des parcelles, désignées aux termes de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral sus-visé, n'apparaissent pas sur ce document et que certaines autres y figurant n'ont pas été prises en compte dans l'arrêté. Interrogé à ce sujet, l'exploitant indique :

- qu'une erreur graphique due à un mauvais relevé topographique de l'emprise de la carrière est présente sur le plan parcellaire fourni,
- que compte tenu de modifications du cadastre intervenues postérieurement à l'autorisation préfectorale du 8 juin 1999, les parcelles concernées par l'emprise autorisée de la carrière ont été redistribuées. Il a adressé à l'inspection, par mail du 20 janvier 2011, un récapitulatif des terrains et de leur nouvelle numérotation établi selon le cadastre à jour (décembre 2010).

Ainsi, au vu de l'ensemble des éléments fournis par l'exploitant,

1 – les parcelles concernées par le périmètre autorisé aux termes de l'arrêté préfectoral du 8 juin 1999 sont cadastrées :

- section AB n^{os} 16, 17, 26pp, 29pp, 30 à 32, 96 (ex33pp), 98 (ex34pp), 100 (ex35pp), 36 à 38, 41 à 43, 49, 101pp (ex53pp), 103pp (ex54pp), 105pp (ex55pp), 57, 107pp (ex58pp), 110pp (ex59pp), 60pp, 61pp, 62pp, 63pp, 64, 65, 70pp, 71pp, 72pp, 82pp, 83pp, 84, 87, 88, 89, 90, 91pp, 92, 93pp et section AC n^{os} 80 et 86pp (ex82), représentant une superficie totale de 63 ha 01 a 28 ca.
- Le tracé des limites autorisées reste conforme à celui présenté par l'exploitant dans sa demande initiale et le plan cadastral correspondant est annexé au projet d'arrêté complémentaire joint au présent rapport.

2 - le classement des activités exercées par la société LIGERIENNE GRANULATS sur le site de JARGEAU s'établit aujourd'hui comme suit :

RUB	DESIGNATION DE L'ACTIVITE		OBSERVATIONS
2510-1	Carrières (exploitation de)	A	Superficie totale : 63 ha 01 a 28 ca
2515-1	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW	A	Puissance totale installée : 946 kW (Installation fixe : 704 kW) (Groupe mobile de concassage criblage : 242 kW)
2517-2	Station de transit de produits minéraux autres que ceux visés par d'autres rubriques, la capacité de stockage étant supérieure à 15 000 m ³ mais inférieure ou égale à 75 000 m ³	D	Capacité maximale de stockage : 71 000 m³ (65 000 m ³ de matériaux extraits de la carrière et traités sur le site + 6 000 m ³ de matériaux recyclés (bruts et/ou concassés))
1432	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) (p.m. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³ -> DC)	NC	Stockage : fioul domestique (FOD) : 30 m ³ huiles usagées : 3 m ³ huiles neuves : 6,7 m ³ Capacité équivalente totale : (30/5) + (9,7/15) = 6,65 m ³
1435	Stations-service (installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs) (p.m. le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence – coef.1) distribué étant supérieur à 100 m ³ mais inférieur ou égal à 3 500 m ³ -> DC)	NC	Fioul domestique (LI 2 ^{ème} cat.) Volume annuel distribué : 155 m ³ /5 = 31 m ³
2930	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie (p.m. la surface de l'atelier étant supérieure à 2 000 m ² mais inférieure ou égale à 5 000 m ² -> DC)	NC	Surface de l'atelier : 170 m ²
<p style="text-align: center;">A : autorisation D : déclaration NC : non classable</p> <p style="text-align: center;">Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées</p>			

En conséquence, la DREAL propose aux membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) de considérer favorablement la proposition d'arrêté préfectoral complémentaire jointe au présent rapport, conformément à l'article R.512-31 du Code de l'Environnement.

L'ensemble des dispositions fixées aux termes de l'arrêté préfectoral du 8 juin 1999 susvisé, complétées de celles fixées par les arrêtés ministériels du 30 juin 1997 relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement au titre des rubriques n° 2515 et n° 2517 devront être strictement respectées.

L'inspecteur des installations classées,

SIGNE

Transmis avec avis conforme à M. le Préfet de la Région Centre, Préfet du Loiret – DDPP – Service de l'Environnement Industriel – 45042 ORLEANS Cedex

Orléans, le 20 janvier 2011,

SIGNE